

Paris, le 2 mars 1993

Le Conseiller à la Présidence

(Signature circulaire)

N O T E

à l'attention de Monsieur le Président de la République

(S/c de Monsieur le Secrétaire Général) *W*

-:-:-

Objet : RWANDA - MISSION DE M. DEBARGE

J'ai accompagné M. DEBARGE dans sa mission au RWANDA (27 - 28 février) et en OUGANDA (1er mars).

A KIGALI, le Ministre de la Coopération et du Développement a rencontré le Président HABYARIMANA, le Premier Ministre et les principaux Ministres. A KAMPALA il a eu un entretien de 2 heures avec le Président MUSEVENI.

1) - Au RWANDA

Sur le plan militaire, le Front Patriotique Rwandais (FRP) est à 25 kms de KIGALI et consolide ses positions. L'armée gouvernementale, touchée par les divisions politiques rwandaises, est inégalement motivée et ne se bat pas comme elle le devrait.

Mais surtout, le FPR, qui n'est pas accueilli en libérateur, pousse devant lui un million de personnes qui le fuient, soit 12 % de la population. Ces déplacés sont regroupés dans des camps aux portes mêmes de KIGALI (M. DEBARGE en a visité un où sont entassées 100.000 personnes).

Il suffit que le FPR accentue sa pression ou bombarde quelques camps pour que la capitale soit envahie. Ni le Président, ni le Gouvernement ne pourront faire face au désordre qui s'en suivra.

Sur le plan politique, contrairement aux engagements pris, aucun rapprochement n'est intervenu entre le Président HABYARIMANA et son Premier Ministre.

Le Président ne prend pas d'initiative et paraît dépassé. Rassuré par l'envoi de 2 compagnies supplémentaires il y a 15 jours, il ne cherche plus de compromis politique avec l'opposition. Convaincu de notre engagement à ses côtés, il ne peut croire que nous laisserons le FPR entrer en vainqueur dans KIGALI.

Le Premier Ministre et les opposants, favorables eux aussi à la présence et au maintien des troupes françaises, mais plus soucieux de chasser du pouvoir HABYARIMANA que de s'opposer au FPR malgré la crainte qu'il leur inspire, croient encore en leurs chances de s'imposer comme une troisième force.

Après les nettes et sévères mises en garde de M. DEBARGE (urgence d'arriver à un compromis politique et de présenter un front uni face au FPR dans les prochains jours, illusion sur le succès possible d'une troisième force car le FPR, minoritaire, imposera, s'il l'emporte, une politique totalitaire, rappel des objectifs limités de l'intervention militaire française ...), le Président et l'opposition ont cependant accepté de collaborer et de définir ensemble la position que défendra le Premier Ministre lors de sa rencontre avec le Chef du FPR à DAR-ES-SALAM le 3 mars ; rencontre qui pourrait permettre la reprise des négociations d'Arusha.

2 - En OUGANDA

Le Président MUSEVENI a une nouvelle fois affiché le plus total mépris pour HABYARIMANA qu'il tient pour responsable de la guerre. Il a également souligné les dangers de l'intervention militaire française au RWANDA.

Cependant, soucieux de montrer qu'il partage notre volonté de trouver une solution politique au conflit, il a accepté de jouer de son influence sur le FPR pour que celui-ci, dans une déclaration, s'engage :

- à respecter le cessez-le-feu et à se retirer sur ses positions antérieures au 8 février (les zones évacuées doivent être neutralisées),

- à commencer très rapidement son retrait sous le contrôle du Groupe d'observateurs militaires neutres (GOMN), dans l'attente de l'envoi d'observateurs des Nations-Unies.

3 - Les résultats obtenus à KIGALI et à KAMPALA restent pour l'instant théoriques, et la situation est pour nous de plus en plus délicate.

- Notre stratégie indirecte d'appui aux forces armées rwandaises a atteint ses limites.

- La protection de notre communauté et celle des autres expatriés implique que nous augmentions notre aide à l'armée rwandaise pour que KIGALI tienne.



Dominique PIN.